

BARDELLA

PREMIER MINISTRE

UN PROJET, UNE MÉTHODE

L'UNION FAIT LA FRANCE

UN PROJET, UNE MÉTHODE

Le peuple va s'exprimer les 30 juin et 7 juillet, et il appartiendra à tous de respecter son choix, d'accepter de consentir à sa volonté conformément à l'intangibilité du suffrage universel.

Pour notre mouvement qui présente au pays un projet d'alternance politique, cette validation démocratique de notre projet sera l'aboutissement d'un long périple : après le moment des propositions puis de l'adhésion, viendra le temps de l'action.

Le grand projet de redressement national auquel nous nous engageons devant les électeurs s'articulera en deux phases, conformément à un calendrier réglementaire, législatif et constitutionnel parfaitement maîtrisé :

- La première phase viendra répondre à l'urgence sociale et sécuritaire : ces mesures interviendront dès l'élection d'une part avec la désignation d'un gouvernement et d'autre part dans le cadre d'une session extraordinaire ; ces textes seront adoptés par le parlement ou mis en œuvre par voie réglementaire jusqu'à l'automne, date de la discussion budgétaire.
- La seconde phase comprendra le débat budgétaire proprement dit qui intégrera notamment toute l'articulation fiscale puis, dans la foulée de ce vote annuel, une construction législative permettant de mettre en œuvre les réformes de fond.

Jusqu'à l'automne : le temps de l'urgence

Les mesures d'urgence concerneront les trois domaines que les électeurs ont jugés prioritaires. Ils se déploieront principalement par le biais de trois textes législatifs, textes d'urgence

sur la qualité de vie (pouvoir d'achat et santé), la sécurité et l'immigration.

A ces travaux s'ajouteront le lancement des chantiers indispensables pour créer la base des réformes nécessaires à notre pays : un audit des comptes de la Nation pour connaître la réalité précise des finances publiques et d'autre part plusieurs consultations avec les corps intermédiaires.

Dès l'automne : le temps des réformes

La phase de réforme commencera par le vote d'un premier budget : si évidemment, les priorités de ce budget prendront en compte les résultats de l'audit des comptes de la Nation, il contiendra de nombreuses mesures fiscales ou financières qui s'inscrivent dans le projet présenté aux Français lors des élections présidentielles et européennes.

Le gouvernement, en étroite liaison avec la majorité parlementaire, s'attaquera aux grandes réformes nécessaires au redressement de notre pays. Bien que jusqu'en 2027, cette législature se déroulera en cohabitation, nous utiliserons tous les leviers politiques et institutionnels que la Constitution donne au gouvernement et à sa majorité pour mettre un œuvre le projet voulu par le peuple français.

...

Transparence et concertation

De très nombreux textes sont d'ores et déjà prêts. Les autres s'élaboreront au fil des concertations et d'un travail parlementaire libre pour lequel le pluralisme sera recherché, en dehors de tout esprit partisan, souvent réducteur et stérile.

Un projet pour chacun et pour tous

Ce projet vise à une remise en ordre dans nos rues et nos institutions, dans nos finances et notre environnement économique, dans nos écoles et nos vies. Il est pour des millions de Français de toutes origines, de toutes conditions, de toutes espérances, une formidable chance pour eux-mêmes et pour leurs enfants.

Un engagement avec le peuple

Le contrat que nous scellons avec le peuple français ne comporte aucune clause cachée, aucun non-dit, aucune surprise. Il est pour tous les Français une invitation à se joindre à un magnifique élan national que ce projet collectif formalise, celui de certitudes retrouvées, d'une ambition partagée, d'un avenir imaginé et décidé ensemble.

Cette entreprise exaltante au service de l'unité et de la concorde civile affermira une société harmonieuse, respectueuse de tous. Elle prend corps autour d'un projet qui offrira à chacun toutes les opportunités d'épanouissement et aux plus entreprenants la promesse de nouvelles conquêtes. Ce sera un projet qui émancipe les consciences et déverrouille les blocages, un projet qui libère les énergies créatrices du pays, pour tendre au bonheur individuel et à la prospérité collective.

Il est fondé sur la liberté de chacun, le respect de tous. Il s'appuie sur une confiance dans chacun des Français et au-delà une foi inébranlable dans le peuple de France.

Il témoigne de notre certitude de voir une majorité de nos compatriotes adhérer à un idéal collectif pour consolider chaque jour davantage cette réalité fraternelle et solidaire qui s'appelle la Nation française.

Chacun le comprendra. Notre projet tire sa force et sa crédibilité d'une cohérence intellectuelle et politique, de la raison et de l'ambition, de la fidélité au passé et d'une foi sans faille dans le futur. Il est surtout porté par le sentiment qui, depuis l'origine, guide nos sentiments et nos pas, ce sentiment qui n'est rien d'autre que l'amour de la France et des Français.

J. Zardella

TEMPS DE L'URGENCE

de juillet 2024 à l'automne 2024



.....

Dès ma nomination comme
Premier ministre, j'apporterai des réponses
concrètes aux préoccupations de nos
concitoyens en matière de qualité de vie,
de sécurité et d'immigration.

Jordan BARDELLA

POUVOIR D'ACHAT ET SANTÉ

Baisse de la TVA sur l'ensemble des produits énergétiques	PLFR 2024	Session extraordinaire 2024
Allègement des dispositifs de cumul emploi-retraite pour les médecins et les infirmiers		
Suppression de l'impôt sur les revenus d'activité des médecins et des infirmiers retraités reprenant du service		
Contrôle de l'effectivité de la baisse de la TVA sur les produits énergétiques	Circulaire à la DGCCRF	Juillet 2024
Sortie des règles européennes de fixation des prix de l'électricité	Négociations européennes	Juillet 2024
Annulation de la réforme de l'assurance chômage de juillet 2024	Décret	Juillet 2024

SÉCURITÉ

Mise en place des peines planchers pour les récidivistes, les atteintes aux personnes dépositaires d'une mission de services publics et le trafic de drogue	Projet de loi portant mesures d'urgence sur la politique pénale	Session extraordinaire 2024
Suspension des allocations familiales pour les parents de mineurs criminels ou délinquants récidivistes coupables de défaillance		
Soutien aux fonctionnaires attaqués ou menacés (professeurs, soignants, policiers, etc.) par le renforcement de la protection fonctionnelle	Circulaire ministérielle	Juillet 2024

IMMIGRATION

Suppression de toutes les dérogations qui empêchent les expulsions d'étrangers	Projet de loi portant mesures d'urgence sur l'immigration	Session extraordinaire 2024
Retour du délit de séjour irrégulier		
Suppression du droit du sol		
Remplacement de l'Aide Médicale d'Etat par une Aide d'Urgence Vitale		
Restriction du regroupement familial par le durcissement des conditions (emploi stable, ressources précisément définies, etc.)	Circulaire ministérielle	Juillet 2024
Suspension de toutes les régularisations de clandestins par les préfets		



TRANSPARENCE BUDGÉTAIRE ET SIMPLIFICATION

Lancement d'une commission d'évaluation des comptes publics	Juillet 2024
Lancement des états généraux de la simplification	Juillet 2024
Organisation d'une conférence sociale sur les salaires et les conditions de travail	Juillet 2024

LE TEMPS DES RÉFORMES



Dans la continuité du programme présidentiel de 2022 de Marine Le Pen, le temps des réformes visera à répondre à trois enjeux fondamentaux de notre pays :

LE DEVOIR DE PROTECTION

.....

LE BESOIN DE PROJECTION

.....

LE SOUCI DE TRANSMISSION

Ces politiques seront lancées dès l'automne 2024 et découleront en partie des conclusions :

**DE LA COMMISSION D'ÉVALUATION
DES COMPTES PUBLICS**

.....

**DES ÉTATS GÉNÉRAUX
DE LA SIMPLIFICATION**

.....

**DE LA CONFÉRENCE SOCIALE SUR
LES SALAIRES ET LES CONDITIONS
DE TRAVAIL**

LE DEVOIR DE PROTECTION.

1 Assurer la défense du territoire national dans un environnement international dégradé

Notre pays est aujourd'hui confronté à un retour des politiques de puissance dont la guerre en Ukraine, menace pour notre sécurité collective, est une des illustrations. Nous avons donc le devoir, pour garantir la défense de nos intérêts à l'échelle globale, d'améliorer considérablement notre outil de défense.

- Préserver la souveraineté pleine et entière sur notre dissuasion nucléaire et garantir notre modèle d'armée complet
- Refuser tout transfert de compétences vers l'Union européenne dans les domaines de la défense et de la diplomatie, favoriser une préférence européenne dans les achats militaires effectués par les États européens
- Sanctuariser la trajectoire budgétaire de la Loi de Programmation Militaire

2 Préserver le peuple français de la submersion migratoire

L'absence de maîtrise de l'immigration depuis des décennies a conduit à ce que l'assimilation des étrangers présents sur le sol national devienne impossible. Elle a conduit au communautarisme et au séparatisme. En attendant la réforme constitutionnelle qui sera soumise aux Français le plus tôt possible par la voie référendaire, nous mettons en place un certain nombre de mesures pour restreindre et contrôler l'immigration illégale mais aussi légale.

- Ouvrir des négociations avec nos partenaires européens pour réserver la libre-circulation Schengen aux seuls ressortissants européens
- Renforcer les sanctions pour les employeurs de travailleurs clandestins
- Instaurer l'obligation de dépôt des demandes d'asile dans les ambassades et consulats
- Mettre en place la priorité nationale (si nécessaire par référendum constitutionnel)
- Réserver les allocations familiales aux Français et conditionner à 5 années de travail en France l'accès aux prestations sociales non-contributives comme le RSA (si nécessaire par référendum constitutionnel)

3 Rétablir la sécurité et retrouver une justice au service du bien commun

Les Français subissent une dégradation continue de leur sécurité. Les agressions physiques se multiplient. L'ultraviolence gratuite devient un phénomène banal. Des pans entiers du territoire échappent à l'autorité de l'État. De véritables trafics mafieux de drogues et d'armes se sont désormais installés en France. Dans le même temps, les Français constatent que la réponse des autorités n'est ni dissuasive ni protectrice de la population. Le laxisme doit laisser la place à la fermeté et ainsi donner tout son sens à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui fait du droit à la sûreté un droit naturel et imprescriptible.

- Lancer un plan d'identification de lieux pouvant être reconvertis en lieux de détention de « basse sécurité » (pour les mineurs ou les peines courtes)
- Lancer enfin la construction effective des places de prison dont la France a besoin
- Mettre en place, en plus des peines planchers, la limitation de la possibilité des aménagements et réductions de peine, en particulier pour les atteintes aux personnes (renforcer la sacralisation de l'intégrité physique des personnes)
- Réformer une partie de la justice des mineurs (abaissement de la majorité pénale à 16 ans, possibilité de comparution immédiate...)
- Rendre obligatoire la création d'une police municipale pour les communes de plus de 10 000 habitants
- Elargir le tour extérieur d'accès à la magistrature à des professionnels du droit (universitaires, avocats, anciens policiers, etc.)
- Instituer une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre
- Durcir la lutte contre le trafic et la consommation de drogue
- Inscrire les harceleurs de rue au fichier des délinquants sexuels



LE DEVOIR DE PROTECTION.

4 Mettre fin au vol de la France et des Français en luttant contre les fraudes

Selon la Cour des comptes, les fraudes seraient de l'ordre de 15 milliards d'euros par an pour la seule TVA, de 10 à 20, voire 25 milliards d'euros pour la fraude aux prestations sociales, alors même que les organismes sociaux n'ont détecté, en 2019, qu'un milliard d'euros de fraude, sans parler des ententes qui pénalisent le pouvoir d'achat des Français. La lutte contre la fraude sera un axe important avec la création d'un ministère chargé uniquement de cette question. La lutte contre tous les types de fraudes est une exigence républicaine.

- Permettre aux organismes sociaux d'accéder aux fichiers utiles pour lutter contre la fraude
- Contrôler que les personnes qui perçoivent des prestations sont toujours vivantes, en particulier lorsqu'elles vivent à l'étranger
- Mettre en place la carte vitale biométrique
- Renforcer les contrôles des importations pour mettre fin à la vente de produits étrangers ne respectant pas les normes françaises
- Rendre les distributeurs responsables juridiquement en cas de vente de produits non conformes aux réglementations nationales

5 Relever notre système de santé

La crise sanitaire a révélé les insuffisances de notre système de soins et la vulnérabilité des patients souffrant de maladies chroniques et de comorbidités. L'axe majeur de la politique de santé, outre la lutte contre les déserts médicaux dont quelques mesures ont été lancées dans le temps des urgences, sera de redonner confiance à l'hôpital public en lui fournissant les moyens pour être efficace et en réformant sa gouvernance.

- Réduire le poids des services administratifs dans les hôpitaux et transférer une partie des emplois vers les services opérationnels (plafond de 10 % de postes administratifs)
- Supprimer les Agences Régionales de Santé
- Augmenter le nombre d'étudiants en médecine (fin du numerus apertus)
- Lancer un plan d'autonomie stratégique pour les médicaments et mettre en place, à l'horizon 2026, la vente de médicaments à l'unité pour lutter contre les pénuries et le gaspillage
- Renforcer le soutien aux proches-aidants
- Donner plus de place à la prévention, notamment grâce aux visites médicales scolaires qui redeviendront systématiques
- Reconnaître l'endométriose comme affection longue durée



6 Défendre la qualité de vie des Français en refusant toute écologie punitive

Alors que la France figure dans les cinq pays où l'environnement est le moins dégradé, les ménages et les entreprises subissent chaque jour une écologie punitive à travers des normes qui pénalisent à la fois le pouvoir d'achat et la croissance. Nous développerons une écologie de bon sens, basée sur les réalités scientifiques, protectrice du niveau de vie des Français et garante de notre indépendance nationale.

- Renoncer à l'interdiction de la vente des voitures à moteur thermique à l'horizon 2035 et inciter les constructeurs français à développer des véhicules propres abordables
- Supprimer les Zones à Faibles Emissions
- Abroger toutes les interdictions et obligations liées aux DPE (travaux, mise en location...) et mettre en place un accompagnement pragmatique des rénovations de logements en lien avec les professionnels
- Réduire l'empreinte carbone de la France en soutenant les relocalisations industrielles et en favorisant les acteurs locaux dans la commande publique (circuits courts, priorité nationale, préférence européenne...)
- Instaurer une priorité d'accès au logement social pour les travailleurs des secteurs prioritaires
- Engager un plan de rénovation du réseau de distribution de l'eau, à la fois pour réduire les pertes en ligne et améliorer la qualité

LE BESOIN DE PROJECTION.

1 Réaligner les intérêts économiques et les ambitions nationales

Les choix économiques des gouvernements précédents reposent sur une conception naïve des flux mondiaux et de la concurrence internationale, qui affaiblit la France sur la scène européenne, entraînant la création de mini-jobs, le gaspillage de l'argent public et la dégradation profonde du tissu économique national.

Nous devons désormais rebâtir une politique, fondée sur la libération des forces économiques, la protection des entreprises et des travailleurs, et la remise en ordre de l'État et de sa place dans l'économie.

- Revaloriser les revenus du travail par une incitation forte à l'augmentation des salaires (permettre aux entreprises d'augmenter les salaires de 10 % jusqu'à trois fois le SMIC, en les exonérant de l'augmentation des cotisations patronales pendant trois à cinq ans)
- Poursuivre la baisse des impôts de production (CVAE) pour stimuler les implantations industrielles en France
- Simplifier l'environnement réglementaire, conformément aux états généraux de la simplification lancés lors du temps des urgences
- Abroger la réforme des retraites de Macron et mettre en place un système de retraites progressif, qui incite les jeunes à entrer de manière précoce sur le marché du travail et prend en compte la pénibilité réelle des emplois faiblement qualifiés
- Protéger le pouvoir d'achat en cas de forte inflation par la suspension de la TVA sur une centaine de produits de première nécessité.
- Négocier une réforme du mandat de la BCE pour la tourner vers l'emploi, la productivité et le financement de projets stratégiques de long terme

2 Refaire de la France un paradis énergétique respectant la trajectoire de l'accord de Paris

Les coûts attractifs et la fiabilité qu'offrait notre système électrique appartiennent au passé et le gouvernement fait payer aux Français ses égarements sur la question du nucléaire et sur les règles européennes désastreuses du marché de l'énergie. La réindustrialisation et l'essor des technologies de demain comme l'intelligence artificielle exigent le retour d'une énergie compétitive, décarbonée et abondante, qui a longtemps donné à la France un avantage concurrentiel.

- Sortir des règles européennes de fixation des prix de l'énergie qui affaiblissent notre compétitivité
- Lancer le plan Marie Curie de relance du nucléaire (EPR, SMR, réacteurs à neutrons rapides)
- Protéger les barrages hydroélectriques de la mise en concurrence voulue par Bruxelles
- Investir dans les barrages hydroélectriques pour augmenter leur capacité de production
- Sortir définitivement du charbon en convertissant les centrales en biomasse et développer les technologies vertes comme l'hydrogène et la géothermie

3 Remettre le peuple au cœur de la décision politique

Depuis trop longtemps, et singulièrement depuis le référendum de 2005, une grande partie du peuple a le sentiment que les décisions politiques se font sans son assentiment. Or, nous ne pourrions redresser notre pays sans un engagement de tous les Français. Il est indispensable de redonner au peuple le pouvoir, au-delà des élections tous les cinq ans, d'exprimer directement les orientations politiques qu'il souhaite mettre en œuvre.

- Créer un Ministère d'État de la Mer et de l'Outre-mer (garantie de la continuité territoriale, réforme de l'octroi de mer, développement des services publics, etc.)
- Instaurer dans la Constitution un RIC législatif
- Réserver au peuple seul, par référendum, le pouvoir de modifier la Constitution

LE BESOIN DE PROJECTION.

4 Soutenir les familles françaises

Ce sont dans les familles, premier maillon de la communauté nationale, que se trouvent les racines de notre modèle social et civilisationnel.

À l'heure où le Haut-commissaire au plan explique que, pour préserver notre modèle, notre seul choix serait l'immigration, nous favorisons à l'inverse la natalité, qui seule permettra la continuité de la Nation et de notre civilisation.

- Instituer une part fiscale complète dès le deuxième enfant
- Créer un prêt public à taux zéro transformé en subvention pour les couples qui ont un 3ème enfant
- Rétablir la demi-part fiscale des veuf et veuves



5 Refaire de l'agriculture un instrument du rayonnement et de l'excellence de la France

L'agriculture a toujours occupé une place particulière dans le cœur des Français. Garants de notre souveraineté alimentaire, dépositaires de nos savoir-faire, gardiens de nos paysages, les agriculteurs ont un rôle indispensable pour l'indépendance de la France et le quotidien des Français.

- Renforcer les contrôles des importations pour mettre fin à la vente de produits étrangers ne respectant pas les normes françaises
- Garantir des prix rémunérateurs pour les agriculteurs
- Généraliser l'étiquetage sur l'origine et la qualité des produits alimentaires
- Lancer un grand plan « Manger français » obligeant les cantines à utiliser 80 % de produits agricoles français à l'horizon 2027

L'IMPÉRATIF DE TRANSMISSION.

1 Mettre l'État au service de la prospérité nationale

La majorité des Français sont attachés au souci de transmettre à leurs enfants un pays dans un meilleur état que celui dont ils ont hérité. Face à la crise des finances publiques sans précédent créée par Emmanuel Macron et Gabriel Attal et qui menace notre avenir, nous remettrons l'État à sa juste place et rationaliserons ainsi la dépense publique.

- Lancer dès le Projet de loi de finances pour 2025, un plan de rationalisation des agences publiques de l'État (suppression notamment des ARS, réduction des dépenses de fonctionnement)
- Privatiser l'audiovisuel public
- Réduire la dépense sociale par la mise en place de la priorité nationale
- Simplifier drastiquement le millefeuille territorial pour réduire la dépense et rendre du pouvoir aux élus de proximité

2 Restaurer l'excellence de l'école française et de la formation

Depuis des décennies, les gouvernements successifs ont déconstruit l'école, entraînant un effondrement de son niveau qui prive notre jeunesse d'avenir et pénalise les acteurs économiques. Le dévouement des enseignants, victimes d'une bureaucratie envahissante et bien souvent lâche face aux agressions dont ils sont victimes, ne suffit pas à garantir la transmission des valeurs et des connaissances, désormais partiellement et inégalement assurée.

- Recentrer les enseignements sur les savoirs fondamentaux (sciences, français, histoire)
- Revaloriser le métier d'enseignant du recrutement à la fin de la carrière
- Réduire la bureaucratie pour redonner libertés et moyens aux professeurs
- Soutenir financièrement les jeunes et les entreprises faisant le choix de l'apprentissage ou de l'alternance
- Adapter l'offre de formation initiale et continue aux besoins réels des branches professionnelles



3 Enraciner l'économie et développer l'esprit entrepreneurial en France

Nous défendons des citoyens, des familles et des entreprises enracinés dans leur territoire et soutenus par la puissance publique pour créer de la richesse. Nous refferons de la France un creuset de création de valeur afin de renforcer l'État, les entreprises et les Français face aux crises mondiales (approvisionnement en matières premières critiques ou en énergie, capacité souveraine de production des biens essentiels, etc.). Nous lutterons également contre « la fuite des cerveaux » qui touche aujourd'hui massivement notre pays.

- Créer un Fonds souverain français pour augmenter la rémunération de l'épargne nationale et l'orienter vers les secteurs stratégiques, l'industrie et l'innovation
- Supprimer la fiscalité sur les transmissions de TPE/PME/ETI en contrepartie d'un engagement à en rester propriétaire pendant au moins 10 ans
- Exonérer d'impôts sur les sociétés pendant 5 ans les entreprises créées par un jeune de moins de 30 ans
- Supprimer l'impôt sur le revenu des jeunes de moins de 30 ans afin de favoriser leur installation durable en France, professionnelle et familiale

L'IMPÉRATIF DE TRANSMISSION.

4 Enraciner les familles françaises

Le lien entre les générations s'incarne également dans la transmission du patrimoine des parents aux enfants et des grands-parents à leurs petits-enfants.

- Supprimer les impôts sur l'héritage direct pour les familles modestes et les classes moyennes
- Exonérer les donations des parents et des grands-parents à leurs enfants et petits-enfants jusqu'à 100 000 € par descendant tous les 10 ans
- Remplacer l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) qui entrave la conservation et la transmission des patrimoines et épargne de tout effort contributif les fortunes exclusivement mobilières, par un impôt sur la fortune financière (IFF)



5 Préserver la civilisation française

L'immense majorité des Français refuse de se résigner à voir la France poursuivre le chemin du renoncement et du déclin. C'est à un grand effort de redressement et de rassemblement que nous appelons nos compatriotes dans tous les domaines de la vie nationale. L'union nationale que nous proposons est la condition de la paix civile à laquelle nous sommes profondément attachés.

- Mettre en place une législation spécifique visant les idéologies islamistes, véritable menace totalitaire des temps modernes
- Redonner à la Francophonie une place de choix dans notre politique étrangère
- Expérimenter la création d'un Service national volontaire du patrimoine, afin d'œuvrer à la restauration, à la protection et à la valorisation de notre patrimoine bâti et naturel



